

Le renseignement dans les pays neutres au cours de la Première partie du XXe siècle

Autor(en): **Vuilleumier, Christophe**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2019)**

Heft 6

PDF erstellt am: **12.07.2024**

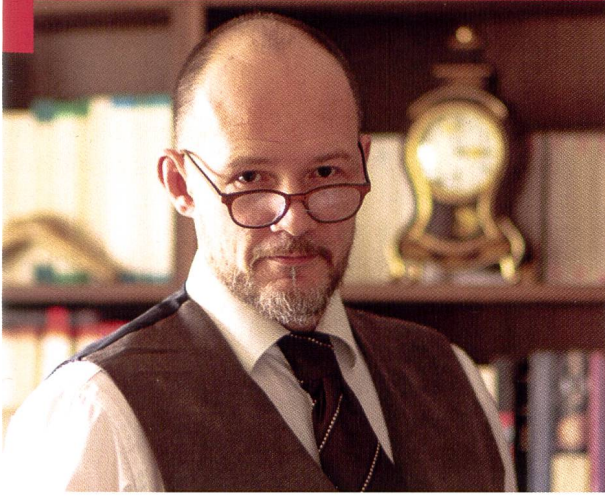
Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-977458>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Compte-rendu du colloque 2018 de l'Association Suisse d'Histoire et de Sciences militaires sur le renseignement dans les pays neutres au cours de la première partie du XX^e siècle

Renseignement

Le renseignement dans les pays neutres au cours de la Première partie du XX^e siècle

Christophe Vuilleumier

Membre du comité de l'Association Suisse d'Histoire et de Sciences militaires et du comité directeur de la Société suisse d'histoire

L'Association Suisse d'Histoire et de Sciences militaires a organisé, les 19 et 20 octobre 2018, un colloque international au sein du Centre de politique de sécurité à Genève, portant sur le renseignement dans les pays neutres au cours de la première partie du XX^e siècle. La thématique n'est pas fréquente, malgré l'émergence ces dernières années des Intelligence Studies à travers le monde, et évoquer les pays neutres sur l'échiquier de l'espionnage relativement original! Une vingtaine de conférenciers se sont ainsi succédé au micro, venant de Belgique, de France, de Pologne, de Luxembourg, d'Irlande et de Suisse pour évoquer le rôle des neutres dans les guerres secrètes du XX^e siècle et les implications de ces dernières sur ces pays.

Sur le plan militaire, économique ou politique, les services de renseignement ont en l'occurrence connu au cours du XX^e siècle des phases successives, inhérentes aux tensions internationales, aux nationalités des services concernés ainsi qu'aux pays dans lesquels ils ont étendu leurs activités. Des nations, comme la Belgique avant la Première guerre mondiale, ou la Suisse, durant les deux guerres mondiales, ont joué des rôles éminemment importants en raison des espaces de négociation qu'elles ont représenté et des situations spécifiques qu'elles occupaient. Ces aspects sont étudiés depuis quelques années avec beaucoup d'attention, grâce à l'ouverture d'archives longtemps classifiées, et notamment des archives dites « de Moscou », des documents renfermant la mémoire des services d'espionnage et de contre-espionnage français de la première partie du XX^e siècle, saisis par l'armée allemande en 1940, puis par les forces soviétiques en 1945, et restés des années durant en URSS. Ce n'est qu'au début du XXI^e siècle que la Russie a rendu une large partie de ces archives à la France, ouvrant ainsi de nouveaux pans de recherches. Le colloque de 2018 a donc permis de faire le point sur l'état actuel de nos connaissances à propos de certaines thématiques spécifiques, intégrant non seulement des résultats émanant des recherches entreprises sur le corpus des

archives « de Moscou », mais également de sources provenant de multiples institutions et proposant des sujets inédits.

Le docteur Sioban Martin a ainsi proposé une conférence sur les services de renseignement irlandais en rappelant l'importance emblématique de la neutralité de ce pays et le rôle que celle-ci a tenu à l'égard de son indépendance. L'influence de l'Angleterre en matière de renseignement, la surveillance politique et les moyens financiers limités accordés aux services dont la conférencière a fait l'histoire ont été tour à tour déclinés. Et si l'auditoire aurait certainement souhaité en entendre un peu plus à propos du rôle des services de renseignement irlandais à l'égard de l'IRA, sujet bien évidemment sensible, il a tout de même été possible de découvrir un univers inconnu pour la plupart des personnes présentes.

Il en a été de même avec l'exposé du professeur Tadeusz Panecki de l'Université polonaise de Maria Grzegorzewska qui a livré les résultats de ses travaux sur l'activité des services de renseignement polonais en Suisse pendant la Seconde guerre mondiale. C'est sous le nom de code « S » - « S » pour Suisse – que le Bureau de renseignement œuvrant auprès de l'attaché militaire de l'Ambassade de Pologne à Berne était connu. Cette cellule assurait la communication d'informations avec Londres ainsi qu'avec la Pologne occupée, bénéficiant des liens étroits avec les alliés que l'attaché culturel de l'Ambassade de Pologne en Suisse entretenait. Tadeusz Panecki a surtout mis en relief le rôle de l'épouse de cet attaché culturel, Halina Szymańska, une amie de l'amiral Wilhelm Canaris, chef de l'Abwehr nazi, lequel usa de cette proximité pour contacter les Britanniques. La Suisse fut ainsi un terrain d'opérations de renseignement fondamental pour la Pologne et les Alliés au cours de cette période, le conférencier relevant encore que l'amiral allemand se rendit en janvier 1940 à Berne auprès de l'attaché culturel polonais et « *qu'il semble difficile de croire que les autorités suisses n'aient rien su de son séjour* ».



Bureau de l'office de renseignement de la Confédération, 1914-1918

L'historien Pierre Streit a, quant à lui, proposé une intervention sur le célèbre colonel Masson, fondateur des services de renseignement helvétiques. Si l'homme est connu, son « affaire » est restée plus obscure. Le conférencier a pu toutefois avoir accès aux archives privées du colonel, restées en mains de sa famille, et travailler sur des sources inexplorées à ce jour. Grandeur et décadence déclenchée par l'ignorance et les rigueurs d'une enquête administrative qui ébranlèrent la santé de l'officier, la vie du chef de l'espionnage suisse a ainsi été mise en lumière. Une mise en perspective d'autant plus intéressante que Pierre Streit a mené une comparaison avec les affaires « Bachmann » et « Bachmann-Schilling » des années septante. C'est un sujet tout aussi méconnu que l'historien Yves Mathieu, commissaire divisionnaire de la police nationale française, a soumis à l'attention du public, le réseau Micromégas. Un écheveau de relations franco-suisse ayant permis d'informer le Bureau central de renseignement et d'action du général de Gaulle à Londres, particulièrement au cours des mois ayant précédé le Débarquement de Normandie.

Trois spécialistes de l'espionnage en Suisse, l'historien Christian Rossé, le colonel-historien Hervé de Weck et le lieutenant-colonel David von Felten se sont ensuite relayés dans un triptyque portant sur les opérations de renseignement menées en Suisse au cours de la Seconde guerre mondiale. Le premier d'entre eux a largement évoqué les franchissements de frontières par le biais, ou pas, du service de renseignement helvétique, permettant à des agents de remonter des informations auprès de la « communauté internationale du renseignement implanté en Suisse durant la guerre », une Suisse représentant une plaque-tournante de l'espionnage dont les règles tacites étaient établies en large partie par la Suisse elle-même. Hervé de Weck, quant à lui, a abordé la question délicate des collaborations tissées par des espions helvétiques avec les Alliés en évoquant le service de renseignement de la brigade frontière 3 œuvrant dans le nord du Jura bernois. Ce faisant, il a précisé avec de nombreux détails les zones d'influence, les tensions existantes entre autorités politiques et gardes-frontières ainsi que l'activité des agents de la Section Alliés du service de renseignement. David von Felten devait,

pour sa part, broser le tableau du Poste Récepteur d'Yverdon du service de renseignement de l'armée suisse, créé en 1941 et devenant une pièce d'importance dans l'articulation du Bureau France, baptisé en 1942 « Section Alliés ». David von Felten de relever encore que l'objectif principal de la Section Alliés était de mettre en place des réseaux indépendants opérant en France, en Belgique et en Hollande, des réseaux qui allaient progressivement fusionner avec des maquis de résistance étrangers !

Si la Seconde guerre mondiale a été largement documentée au cours du colloque, il en a été de même de la Première guerre mondiale. Quatre historiens ont ainsi évoqué la problématique du renseignement en lien avec la Suisse au cours de cette période. Le lieutenant-colonel Olivier Lahaie a expliqué les opérations menées sur le territoire helvétique par les services de renseignement français avant le conflit, énumérant ensuite quelques affaires s'étant déroulé durant les années de guerre en détaillant l'organisation des réseaux français implantés en Suisse en lien, notamment, avec le 5^e bureau de l'Etat-major de l'Armée à Paris et à Réchézy. Il devait également relever le rôle de l'attaché militaire français en Suisse Gaston Pageot, et la réorganisation des services de renseignement voulue par Georges Clemenceau en 1917. Jean-Michel Gilot, à sa suite, a livré une brillante prestation sur les services de renseignement français de Belfort, d'Annemasse, de Milan et de l'Attaché Militaire à Berne, qui représentaient autant d'antennes surveillant la Suisse. Et Gérald Sawicki de présenter plus précisément encore les implications du service de Belfort en Suisse ainsi que les actions menées en vue de collecter et transmettre des informations. Le conférencier s'est en outre avancé sur le terrain du contre-espionnage, évoquant des opérations de sabotage à la frontière germano-suisse durant la guerre, et les renseignements obtenus de la part d'officiers suisses acquis à la cause des Alliés. Christophe Vuilleumier a, pour sa part, livré les résultats de ses travaux portant sur l'un des responsables du contre-espionnage allemand en Suisse, Hans Schreck, qui obéissait aux ordres du chef de l'Abteilung IIIb, Walter Nicolai. Cet acteur important du complot de la Nordstrasse à Zurich, en 1918, emprisonné en Suisse avant de s'évader en Allemagne, allait disparaître des années durant avant de réapparaître dans le monde trouble de la Reichswehr noire et d'œuvrer pour le compte des nationalistes allemands, parvenant à influencer les négociations diplomatiques menées à Genève lors de la Conférence du Désarmement de la seconde partie des années vingt.

Trois autres historiens se sont également attachés à la période de la Première guerre mondiale, en lien cette fois avec la Hollande et la Belgique. Emmanuel Debruyne et Elise Rezsöhazi ont évoqué le cas des Pays-Bas et de sa délicate neutralité devant tolérer les opérations de renseignement menées par les Alliés. Le rôle de la ville de Flessingue, mais également de Maastricht et de Rotterdam, utilisées comme bases arrière pour les services alliés, a été largement décrit, à l'instar des relations entre les réseaux opérant entre la Hollande et la Belgique. Les conférenciers ont en outre mis en lumière l'activité de la Zentralpolizeistelle allemande en Belgique et ses efforts



Manœuvres de l'empereur en 1912 dans les Grisons. Face à face entre l'empereur Guillaume II et Theophil Sprecher von Bernegg. Au premier plan Ulrich Wille, à gauche les Conseillers fédéraux Louis Perrier et Arthur Hoffmann

pour infiltrer les réseaux de résistance. Gérald Arbois, enfin, s'est attaché à l'espion le plus connu de la Grande Guerre, la célèbre Mata Hari. Le conférencier en a revisité la biographie, expliquant comment l'aventurière était devenue une agente de l'Abteilung IIIb, la décrivant plus comme un escroc que sous les traits d'une espionne.

Les recherches menées à ce jour sur le renseignement au cours de la première partie du XX^e siècle ont ainsi permis de décrire ce monde interlope et dangereux, composé d'idéalistes et de mercenaires, de mensonges et de subterfuges, se développant sur de multiples niveaux. Et si nos connaissances souffrent de lacunes faute de documents et en raison des effets de stratégies de désinformations déployées jadis, nous pouvons espérer que la patience, la minutie et les collaborations internationales permettront à l'avenir de mieux comprendre les mécanismes et les enjeux des services de renseignement, et de dévoiler de nouveaux réseaux encore ignorés.

Bien évidemment, la seconde partie du XX^e siècle est d'autant plus compliquée qu'elle nous est plus proche, que les technologies ont évolué, et que les équilibres politiques internationaux ne sont fondamentalement plus les mêmes qu'il y a cent ans. Pourtant, deux historiens se sont lancés dans des problématiques en lien avec l'espionnage et la Suisse au cours des dernières décennies. Le chercheur Jean-Christophe Emmenegger a mis en lumière ainsi

l'existence d'un agent de désinformation au service du KGB, dénommé Victor Louis, placé sous surveillance par les autorités helvétiques de 1962 à 1989. Faisant usage de multiples identités, cet espion devait faire passer en Occident le manuscrit du Pavillon des cancéreux – qui allait être publié en 1968 – afin de discréditer Soljenitsyne, et distiller des informations aussi toxiques que délétères. Se basant sur les fiches de renseignement de la police fédérale auxquelles Jean-Christophe Emmenegger a eu accès, le conférencier a en outre esquissé les missions informelles que cet agent avait remplies au Chili et au Portugal.

L'historien zurichois Titus Meier, quant à lui, a abordé la question de l'activité des services secrets étrangers en Suisse pendant la Guerre froide. Ce faisant, les modalités du renseignement helvétique sur les plans tactiques, stratégiques et opérationnels ont été évoquées (System ZOL – Alarmnetz ARGUS, Alarmnetz PEGASUS, AOND, Projekt 27), à l'instar de l'incontournable colonel Bachmann. En filigrane, Titus Meier est revenu sur les liens du service de renseignement suisse avec des services étrangers, au cours de ces années, en vue de créer un réseau de résistance en cas d'occupation communiste, précisant que le projet Projekt 27, soit celui d'un nouveau service de renseignement helvétique, n'avait rien à voir avec le Projekt 26, la fameuse P26. L'auditoire, parvenu à ce terme, aurait très largement souhaité en entendre plus sur les 25 projets précédents!

En marges des thématiques développées au cours du colloque, Alexandre Vautravers a fait un exposé sur les nouvelles technologies militaires utilisées au service du renseignement, destinées à percevoir les intentions «ennemies»; des formes d'espionnage de nature électromagnétique (SIGINT), électronique (ELINT), ou issues de l'interception de télécommunications COMINT, ainsi que sur le concept de Network Centric Warfare. Des évolutions extraordinaires, révolutionnant le champ du renseignement, mais ne pouvant toutefois pas encore faire l'économie du recours à l'humain, tant les risques de priorisation de cibles technologiques stratégiques et de *blackout* demeurent importants en cas de guerre. L'homme derrière la forteresse numérique revêt ainsi une importance fondamentale, non seulement pour en gérer les contours mais encore pour la remplacer cas échéant.

De l'encre sympathique au codage informatique, l'histoire du renseignement au cours du XX^e siècle s'est déroulée avec heurts et fracas, mais toujours avec une grande discrétion, ne faisant qu'à de très rares exceptions la part belle aux individus, plus souvent considérés comme des traîtres et des aventuriers que comme des héros ou des victimes de ces guerres de l'ombre. Le monde du renseignement était et reste un champ de tensions importantes pour les Etats et les individus qui opèrent en secret, apparaissant parfois furtivement à la faveur d'erreurs ou de stratégies de désinformation dans nos quotidiens orthonormés, comme lors des récentes tentatives contre le Laboratoire de Spiez et l'Agence mondiale antidopage à Lausanne.

La neutralité est apparue également au gré des différentes conférences comme un puissant catalyseur du renseignement, offrant aux services d'espionnage, alliés ou antagonistes, des avantages stratégiques en termes d'opérations de déploiement et de repli, de négociations, de recrutement, voire même d'expérimentations. Un terrain privilégié et confidentiel pouvant faire l'objet de guerres secrètes menées par des services rivaux symbiotique agissant le plus souvent par agrégat avec les sociétés locales. Ces réseaux de renseignement, par nature parasites, implantés dans les pays neutres ont en outre rapidement entraîné des phénomènes de dépendance chez leur hôte. Hollande, Irlande et Suisse ont ainsi pu garantir leur neutralité, voire leur indépendance, également par le biais du renseignement étranger, tirant par ailleurs profit des informations pouvant leur être concédées.

Le colloque de 2018 a donc remporté un franc succès auprès de ses participants et du public, et il reste à espérer que les dynamiques qui en ont découlé permettent d'aboutir à terme à de nouveaux résultats.

Les actes du colloque de 2018 seront publiés en 2020 dans la collection ARES de l'Association Suisse d'Histoire et de Sciences militaires.

C. V.

Cyber

Participation au Centre d'excellence pour la cyberdéfense en coopération

Berne, 22.05.2019 - La Suisse souhaite renforcer la collaboration internationale afin de faire face aux risques cybernétiques. C'est la raison pour laquelle, lors de sa séance du 22 mai 2019, le Conseil fédéral a approuvé une participation de la Suisse au Centre d'excellence pour la cyberdéfense en coopération basé à Tallinn en Estonie.

Situé à Tallinn en Estonie, le Centre d'excellence pour la cyberdéfense en coopération (CCD COE) vise à stimuler la coopération dans le domaine de la recherche et de l'entraînement en matière de cyberdéfense et de cybersécurité. Le CCD COE est financé par 21 pays. Les Etats au sein du Partenariat pour la Paix, comme la Suisse, peuvent s'y associer comme partenaire contributeur.

Cette coopération permet notamment à la Suisse un accès aux connaissances et informations, ainsi qu'aux diverses activités du CCD COE, tant de recherche que d'entraînement. La participation contribue ainsi à la mise en œuvre de la Stratégie nationale de protection de la Suisse contre les cyberrisques. La Suisse pourra aussi détacher un à deux experts, civils ou militaires, auprès du CCD COE.

Une participation de la Suisse au CCD COE n'est pas problématique d'un point de vue du droit et de la politique de neutralité. Le CCD COE ne fait pas partie de la structure de commandement de l'OTAN et n'a pas de mandat opérationnel. Par ailleurs, la participation de la Suisse ne crée pas de droits ou d'obligations de droit international. La Suisse peut ainsi déterminer, en tout temps, la nature de sa collaboration avec le CCD COE.

